

# Club de la Conjoncture

Communiqué N°4 | Situation au 4<sup>e</sup> trimestre 2024

## Légère diminution du nombre de demandeurs d'emploi et progression des trafics aériens et maritimes

A Saint-Martin, au **quatrième trimestre 2024**, le nombre de demandeurs d'emploi diminue légèrement. Les trafics aériens et maritimes progressent par rapport à la même période l'année dernière. L'activité bancaire est plus dynamique sur le segment des ménages que sur celui des entreprises.

### Le climat du trimestre

DEMANDEURS D'EMPLOI  
**-0,9%**



CRÉATION D'ÉTABLISSEMENTS  
**-16%**



TRAFIG PASSAGERS AÉRIEN  
**+20%**  
en glissement annuel



## Evolution de l'emploi

Au quatrième trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (cat. A) s'établit en moyenne à **4040** (Fig.1). Ce nombre diminue de 0,9% après une hausse de **3,6%** le trimestre précédent en partie liée aux pics d'inscriptions régulièrement enregistrés en septembre. Par rapport au même trimestre de 2023, la tendance est à la hausse (**+3,6%**). En Guadeloupe, le nombre d'inscrits en catégorie A augmente de **0,1%** sur le trimestre et baisse de **2,5%** sur l'année.

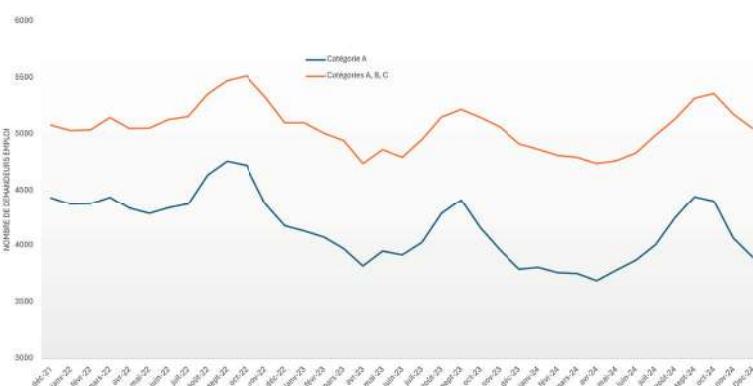
Par public, à Saint-Martin, ce sont les jeunes et les demandeurs d'emploi de longue durée qui sont les plus concernés par la hausse. Toutefois, Saint-Martin est moins touché par le chômage de longue durée puisque **40%** des demandeurs d'emploi sont inscrits à France Travail depuis au moins un an, contre **51%** en Guadeloupe.

Comme observé les trimestres précédents, l'augmentation du nombre de personnes exerçant une activité tout en maintenant leur inscription à France Travail se poursuit mais ralentit : **+0,5%** sur l'année (stabilité en Guadeloupe). En conséquence, le volume d'inscrits en catégories ABC ne retrouve toujours pas son niveau d'avant crise sanitaire.

Par ailleurs, au quatrième trimestre, les entreprises de Saint-Martin ont confié 153 postes à France Travail. Cela représente une hausse de **38%** sur un an. A l'exception de l'hôtellerie – restauration, tous les principaux domaines professionnels sont concernés par cette hausse : le commerce, la construction, installation – maintenance et services à la personne. Tous secteurs confondus, **46%** des postes proposés portent sur des contrats d'une durée supérieure à 6 mois.

Fig. 1 : Evolution du nombre de demandeurs d'emploi

Source:  
France Travail /  
Données brutes -  
Saint-Martin



## Situation internationale et nationale

Au quatrième trimestre 2024, l'activité dans la zone euro a été peu dynamique (+0,2 % après +0,4 % au trimestre précédent), marquant un essoufflement de la reprise esquissée en début d'année. Sur l'ensemble de l'année 2024, l'activité dans la zone euro a progressé de 0,8 %, après 0,5 % en 2023. Cette légère accélération masque toutefois des disparités importantes entre les pays. L'Allemagne enregistre une deuxième année consécutive de récession. Au Royaume-Uni également, l'activité patine en fin d'année : +0,1 % à l'automne, portant la croissance annuelle à +0,9 %. A contrario, la croissance n'a pas faibli aux États-Unis (+0,6 % en fin d'année et +2,8 % sur l'année), portée par la solidité de la demande intérieure. En Chine, le ralentissement s'est confirmé en 2024 malgré un regain en fin d'année.

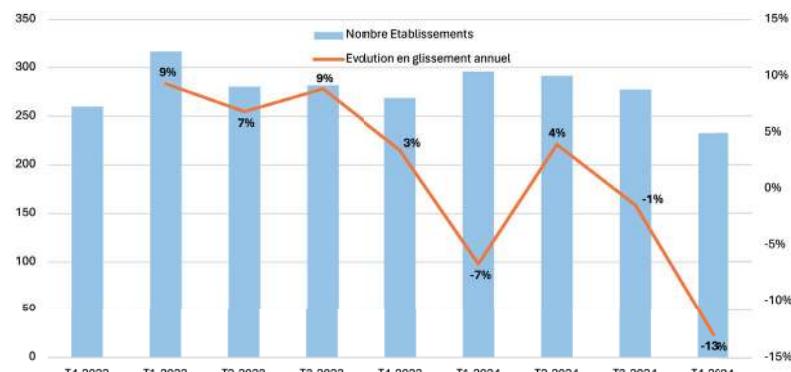
En France, l'activité a légèrement reculé (-0,1 % après +0,4 %), par contre coup du soutien ponctuel des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris à l'été. La demande intérieure a de nouveau augmenté, toujours portée par la consommation des ménages (+0,3 % après +0,6 % au troisième trimestre) et celle des administrations (+0,4 % après +0,5 %), tandis que l'investissement s'est quasiment stabilisé (-0,1 % après -0,7 %).  
Source : Insee

Au terme du quatrième trimestre, plus de **5500** établissements sont recensés à l'Urssaff sur le territoire soit **+1%** par rapport au trimestre précédent et **-0,1%** par rapport à l'an dernier. Les travailleurs indépendants représentent la majorité des structures actives en fin d'année (**64%**). Leur nombre progresse de façon identique sur le trimestre et sur l'année (**+0,3%**). D'un point de vue sectoriel, la dynamique est négative pour le secteur du BTP dont le nombre d'établissements consolidé (employeurs et travailleurs indépendants) se stabilise par rapport au trimestre précédent (**+0,9%**) mais est en net repli par rapport

à l'année précédente (**-1,6%**).

Durant cette même période, 233 nouveaux établissements ont été immatriculés soit une baisse des créations de **16%** par rapport au trimestre précédent et une baisse de **13%** sur un an (Fig.1bis). Au total en 2024, le nombre de créations d'établissements a chuté de **4%** par rapport au bilan 2023 qui avait enregistré une hausse de **7%** des créations par rapport à l'année 2022.

Sources : France Travail Guadeloupe et Iles du Nord /CGSS-Urssaf Guadeloupe /Insee (base Sirene)



## Transports

Au 4<sup>e</sup> trimestre, **50110** passagers ont été enregistrés à l'aéroport de Grand-Case. Ce nombre total de passagers à l'arrivée et au départ a baissé de **-18%** par rapport au trimestre précédent mais a augmenté de **+20%** sur un an (Fig.2.1). Le nombre de vols effectués à Grand-Case (**1606 mouvements**) est plus faible que celui enregistré au trimestre précédent (**-11%**) mais supérieur de **+24%** au nombre de mouvements au même trimestre de l'année dernière.

Au total en 2024, le nombre de passagers a augmenté de **2%** par rapport à **2023** et de **+1%** par rapport à 2019. La baisse des mouvements commerciaux (**-8%**) par rapport à l'année 2023 s'explique par l'absence de la compagnie aérienne Air Antilles jusqu'à fin juillet 2024 (date de la reprise d'activité). Après cette date, le nombre de mouvements retrouve son niveau habituel.

Dans le même temps (4<sup>e</sup> trimestre 2024), le trafic portuaire de Marigot a continué de progresser par rapport à l'année dernière (**+23%**) (Fig.2.2). Il a augmenté de **+56%** par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2024. Le volume traité, correspondant à ce trafic de fin d'année, s'élève à 98 190 tonnes soit une hausse de **+59%**.

Au total sur l'année 2024, le trafic portuaire a augmenté de **+20%** par rapport à 2023. Le volume traité s'élève à 356 700 tonnes soit une hausse de **+1%** par rapport à l'année précédente.

En 2024, le nombre de passagers ayant emprunté les navettes maritimes reliant Anguille ou Saint-Barthélemy au départ de la gare maritime de Marigot a augmenté de **+18%** ; respectivement suivant la destination, **+26,5%** de passagers à destination d'Anguille, **+15,6%** de passagers à destination de Saint-Barthélemy. Moins de navires de croisière ont fait escale à Marigot cette année (9 navires en moins) entraînant une baisse du nombre de passagers débarquant à Marigot de **-34%** par rapport à l'année précédente.

Sources : EDEIS / Etablissement portuaire de St-Martin

Nombre de passagers et de mouvements  
Aéroport Grand Case

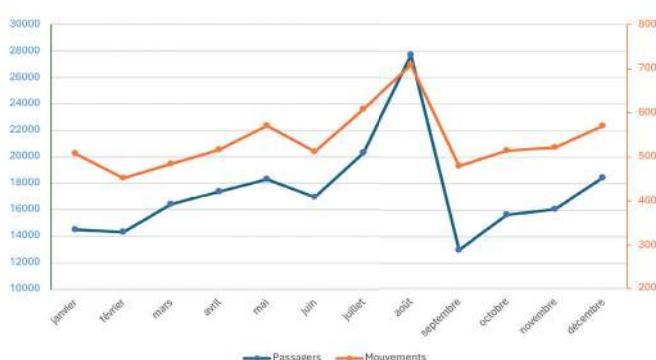
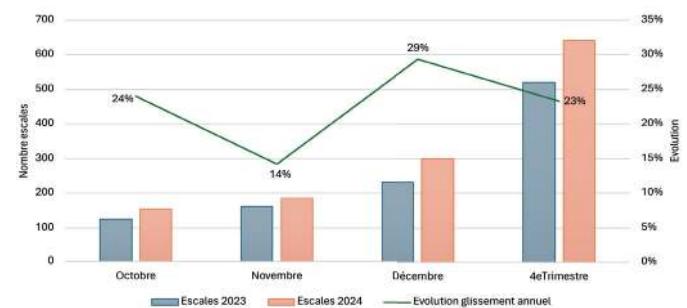


Fig. 2.1 : Trafic aérien : passagers et mouvements

Source : EDEIS/Aéroport Grand Case

Fig. 2.2 : Trafic portuaire : Nombre d'escales Port de Galisbay

Source : Etablissement Portuaire St-Martin





## Prestations sociales

Le nombre de bénéficiaires du RSA à Saint-Martin, estimé à près de 1930 foyers, est en hausse de 0,7% par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2023, (Fig.3), alors que le nombre de bénéficiaires diminue en Guadeloupe (-3,4%). Depuis le deuxième trimestre 2024 le nombre de bénéficiaires du RSA tend à croître à Saint-Martin après une diminution durable des effectifs depuis fin 2022.

Le montant mensuel moyen par foyer est estimé à 592 euros, progressant de 14 euros par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2023 (soit +2,4% en un an). Cette hausse est le résultat des effets de la montée en charge de la revalorisation de 4,6% à partir d'avril 2024, pleinement effective depuis septembre 2024.

Les évolutions du RSA diffèrent selon les anciennetés dans le dispositif. Le nombre de bénéficiaires ayant une ancienneté de moins d'un an progresse fortement (+77%). Ceux avec une ancienneté entre 3 à 5 ans, 5 à 10 ans et de plus de 10 ans connaissent un hausse plus modérée (respectivement +5%, +1% et +2%). A l'opposé les bénéficiaires avec une ancienneté de 1 à 2 ans recule de 29%.

Enfin, le nombre de foyers bénéficiant d'une majoration liée à leur situation d'isolement avec enfant(s) à charge ou à naître augmente de 16,7% en un an.

Source : Données consolidées - CAF Guadeloupe et Saint-Martin

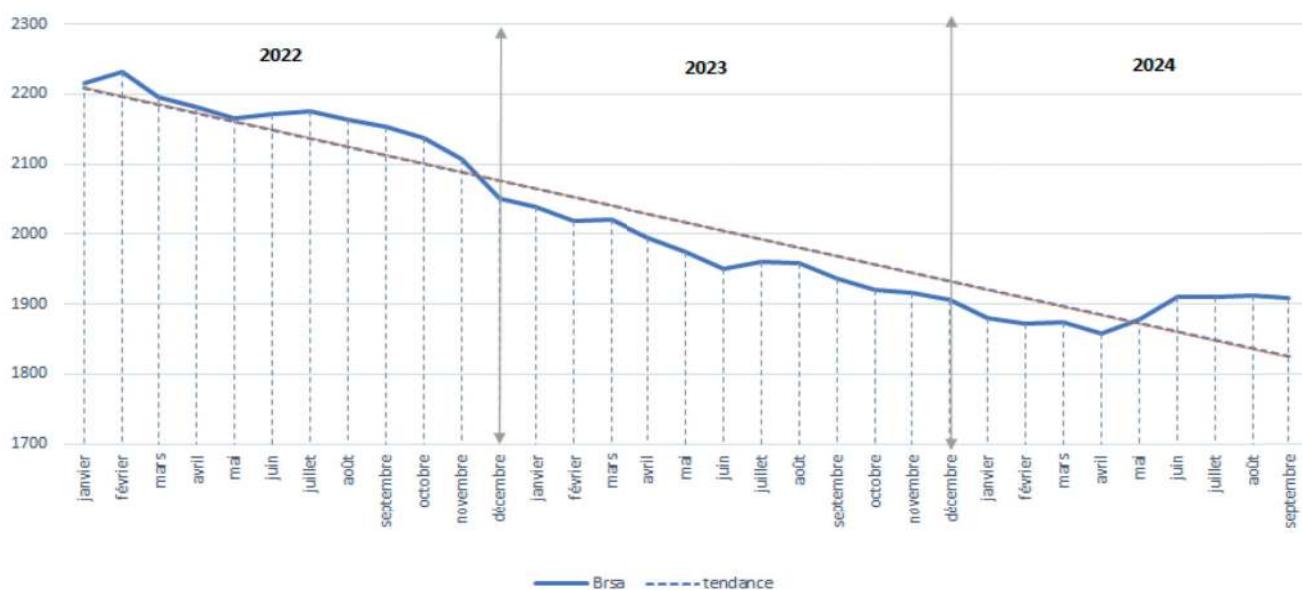


Fig. 3 : Foyers bénéficiaires du RSA

Source : CAF Guadeloupe et Saint-Martin



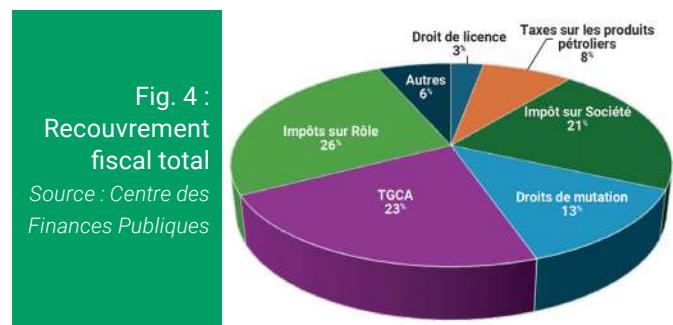
## Recettes fiscales

Au quatrième trimestre 2024, le recouvrement global des impôts et taxes a enregistré une hausse de 31% par rapport au trimestre précédent. Cette progression s'explique principalement par le report de l'échéance de la taxe foncière au mois de novembre 2024. En comparaison annuelle, l'augmentation reste modérée (+2%), avec un pic notable en novembre (+61%), contrastant avec un net recul observé en octobre (-24%) par rapport au même mois de 2023.

Sur l'ensemble de l'année 2024, le cumul du recouvrement, tous impôts et taxes confondus, affiche une baisse de 4% par rapport à celui de 2023, lequel avait connu une progression de 16% par rapport à 2022. Ce recul s'explique notamment par la diminution marquée des transactions immobilières en 2024, ayant entraîné une baisse des droits d'enregistrement.

Comme en 2023, les recettes de l'année 2024 proviennent majoritairement de la TGCA (23%), suivie de l'impôt sur les sociétés (21%), de la taxe foncière (16%), des droits d'enregistrement (13%) et de l'impôt sur le revenu (11%) (Fig.4).

Source : Centre des Finances Publiques





## Activité bancaire

En cette fin d'année, l'activité bancaire des banques locales est plus dynamique sur le segment des ménages. L'activité de financement diminue globalement de **-21,6%** sur un an à Saint-Martin à fin décembre 2024 (**-3,8%** sur trois mois). Les crédits à l'habitat des ménages progressent de **+4,1%** sur un an et les crédits à la consommation sont en hausse de 6%. En revanche, sur le segment des entreprises, les crédits d'exploitation reculent de **-7,8%** tandis que les crédits d'investissement diminuent de **-49,9%**. À noter qu'un reclassement comptable de Saint-Martin vers

Saint-Barthélemy, concernant les crédits d'investissement sur le segment des entreprises, a été opéré par un établissement bancaire au 2<sup>e</sup> trimestre 2024.

L'activité de collecte est globalement en retrait de **-5,4%** sur un an à Saint-Martin à fin décembre 2024 (**+5,4%** sur trois mois). Si elle s'inscrit en hausse sur un an pour les ménages (**+3,0%**), elle est en retrait pour les entreprises (**-16,7%**), tant sur les comptes à vue (**-15,7%**), que sur les dépôts à terme (**-21,4%**). Source : IEDOM Guadeloupe / données provisoires



## Formation professionnelle / Alternance

Actuellement, 17 organismes de formation actifs structurent un catalogue de formation proposant près de **90 sessions** sur le territoire. Près des 2/3 de cette offre est à vocation certifiante (délivrance d'un diplôme préparant directement à un métier). Le tiers restant poursuit des objectifs divers (remise à niveau, lutte contre l'illettrisme, passage de permis, formation en entrepreneuriat, ...).

L'offre certifiante est équitablement répartie entre **apprentissage** (23 diplômes différents) et **formation professionnelle destinée aux adultes** (21). Les organismes de formation forment essentiellement aux métiers du Commerce/gestion commercial, BTP, Secrétariat/comptabilité et Sanitaire et social (un tiers de l'offre certifiante), tout en développant désormais un plus large panel d'offres en hôtellerie/restauration pour répondre aux forts besoins du territoire. Par rapport à la cartographie de 2024, il s'agit là de l'évolution majeure observée.

**Du CAP au BAC +2, tous les niveaux sont couverts** - quasi équitablement - avec même quelques diplômes délivrant des certifications de niveau 6 (Licence, maîtrise), notamment en gestion commerciale, hôtellerie et tourisme. Il s'agit là d'une tendance qui vise, à court terme, à structurer une offre de formation sur des niveaux supérieurs (ce qui fait écho au projet d'ouverture d'une antenne d'Université).

Cette photographie générale devrait évoluer dans la mesure où la Collectivité – notamment – souhaite, d'une part consolider encore davantage une offre parfois insuffisante dans certains secteurs, mais également investir dans des filières visant à diversifier son économie. Une offre de formation, à même de répondre à ces nouveaux besoins, devrait donc être proposée dans le courant 2025.

Source : CARIF- OTEF de Saint-Martin



## Baromètre économique - Commerce de détail

Selon la majorité des commerçants interrogés par l'Itsee, la fréquentation de leur point de vente, le volume des ventes ainsi que les prix pratiqués ont été stables au cours des trois derniers mois de l'année. Bien qu'il leur soit difficile

de prévoir l'évolution de leur activité (Fig.5), cette situation devrait perdurer au cours des prochains mois.

Source : Itsee/ Enquête « Baromètre économique- Commerce de détail »

**Dans l'ensemble, l'évolution future de la situation de votre point de vente est actuellement...**



Fig. 5 : La majorité des commerçants interrogés éprouvent des difficultés à prévoir l'avenir de leur activité.

Source : Itsee/ Enquête « Baromètre économique - Commerce de détail »

## Également ce trimestre...

 **10800 patients** ont séjourné au Centre Hospitalier en cette fin d'année  
**+9%** par rapport au trimestre précédent  
**-0,8% sur un an**

**Le nombre d'immatriculations**  
**+27%** d'immatriculations par rapport au trimestre précédent  
**-1% sur un an**

 **La production d'eau**  
**-4%** par rapport au trimestre précédent  
**-15% sur un an**

 **La production d'électricité**  
**-5%** par rapport au trimestre précédent

 **La démographie du territoire connaît également des variations**  
**102 naissances** au 4<sup>e</sup> tri. 2024  
**-9%** par rapport au trimestre précédent  
**-15% sur un an**

 **51 décès** au 4<sup>e</sup> tri. 2024  
**+24%** par rapport au trimestre précédent  
**+8% sur un an**

 **Les demandes de permis de construire**  
**-5%** par rapport au trimestre précédent  
**-3% sur un an**



## Le Club de la Conjoncture

Le dispositif « Club de la Conjoncture » est un réseau d'experts de la conjoncture régionale animé par l'Itsee et constitué de la **CAF**, le **CARIF-OTEF**, la **CCISM**, le **CFP**, la **CGSS**, la **DEETS**, la **DGFIP**, **EDEIS**, l'**Établissement Portuaire**, **EEASM**, **EDF**, **France Travail**, l'**IEDOM** et la **SAUR**.

Ce réseau a pour vocation d'élaborer des diagnostics conjoncturels partagés en confrontant les données et les analyses. Il s'agit également d'un lieu d'échanges - ouvert

aux acteurs économiques du territoire - sur les statistiques conjoncturelles comme sur les aspects méthodologiques, et de construction de connaissances partenariales et multi-thématiques. Par le caractère opérationnel de ses productions, le Club de la Conjoncture a également pour objectif de répondre aux besoins des décideurs en éclairant les évolutions économiques de courts et moyens termes de la Collectivité Territoriale de Saint-Martin.

### CHAQUE TRIMESTRE :

- Une concertation des experts
- Une diffusion du Communiqué

### Le Club de la Conjoncture, c'est :

### CHAQUE SEMESTRE :

- Une session plénière ouverte à tous les acteurs économiques du territoire

## Les membres du Club de la Conjoncture



**CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES**  
 Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS)



**France Travail**

**ITSEE**  
 Institut territorial de la statistique et des études économiques de Saint-Martin

**EDF** **saur**  
 Saint-Martin

**Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin**  
 Caisse Générale



**Saint-Martin**  
 Caraïbe Française French Caribbean

**Saint-Martin**  
 Caraïbe Française French Caribbean

**IEDOM**  
 Banque de France BUREAU DE ST-MARTIN



## Agenda

**Fin juin**  
**début juillet**  
**2025**

**Publication**  
**du bilan**  
**touristique**  
**2024**

**Session plénière** portant sur la **situation économique** du **1<sup>er</sup> trimestre 2025** et **bilan année 2024**

**Prochain communiqué** portant sur la **situation économique** du **1<sup>er</sup> trimestre 2025**